LE COURRIER FINANCIER : La société civile francophone se mobilise contre la marchandisation de l'éducation dans le monde

Responsabilité sociale – A l'occasion de la Semaine de la langue française et de la Francophonie, une coalition d'organisations francophones de la société civile se mobilise contre la marchandisation de l'éducation, le 15 mars 2016, au siège de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Cette mobilisation fait suite, au niveau international, à une croissance sans précédent des acteurs privés dans l'éducation durant les dernières années, notamment dans les pays à faibles revenus, qui est sur le point de transformer totalement des systèmes éducatifs déjà fragiles. De nombreux investisseurs, notamment des entreprises multinationales, s'impliquent à grande échelle dans le marché jugé très lucratif de l'éducation. Et ce y compris en proposant des services à bas coût, de mauvaise qualité, et visant les populations pauvres. L'impact de ce phénomène en termes de qualité des contenus éducatifs, de ségrégation territoriale et d'inégalités sociales, et plus généralement de réalisation des droits de l'Homme, en font un défi majeur pour les acteurs et les défenseurs du droit à
l'éducation de tous tout au long de la vie. Cette tendance a été dénoncée par plusieurs rapports, résolutions, et recommandations de l'ONU ou récemment, de la Commission Africaine des droits de l'Homme.

Une journée de réflexion à Paris

Pour faire face à ce phénomène, les organisations de la société civile à travers le monde francophone ont décidé de lancer une dynamique de mise en réseau, dont le colloque du 15 mars constituera la première pierre. La réunion, qui se déroulera au siège de l'organisation internationale de la Francophonie, doit fédérer un groupe unique de chercheurs, acteurs associatifs et syndicaux issus de trois continents, spécialisés dans le domaine de l'éducation ou des droits de l'Homme. Cette journée de réflexion s'articulera autour des témoignages d'intervenants d'Haïti, du Maroc et du Burkina Faso. Ces réalités de terrain seront mises en perspectives avec les travaux menés sur le sujet par les chercheurs et les ONG depuis plusieurs années.

Au-delà de l'échange d'expertise, ces apports visent à alimenter l'écriture d'un « Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l'éducation et des systèmes éducatifs », qui sera adressé aux Etats francophones en vue du Sommet de Madagascar de novembre 2016. Cette déclaration commune se fondera sur le respect du droit à l'éducation, la prise en compte des acteurs engagés pour le promouvoir et le renforcement du rôle des Etats et des services publics. Cette journée de discussion et d'approfondissement va s'achever par une conférence publique, introduite par M. Georges Nakseu-Nguefang, directeur de la Direction Affaires publiques et Gouvernance Démocratique de l'OIF.

Publié le : 10/03/2016 à 19:37